



## UN 1 MAI SOUS HAUTE TENSION

Comment est-il possible que 1200 individus puissent se passer le mot, s'organiser, se déplacer, se réunir en plein Paris, sans que le moindre ordre d'interpellation en amont n'ait été donné au préalable?

Car à 1200, nous avons affaire à des personnes structurées, hiérarchisées et qui, donc, communiquent...

Après avoir perturbé le départ du cortège syndical, après avoir cassé et incendié divers commerces, des voitures et du mobilier urbain, c'est bien sur envers les forces de l'ordre que la violence de l'extrême-gauche s'est déchaînée.

De longue date maintenant, l'UNSA Police demande que ces débordements soient systématiquement judiciairisés et que des mesures administratives soient prises pour éviter ces faits intolérables, qui menacent l'expression démocratique des manifestations traditionnelles organisées par les syndicats.

Ces groupuscules extrémistes et leurs membres ne sont pas des extra-terrestres, tout doit être mis en œuvre, y compris en utilisant les moyens de police scientifique, pour que ces exactions cessent.

« L'UNSA Police souligne la résilience des forces de l'ordre, mais elle a ses limites... Pour l'UNSA Police, « la gestion » de ces casseurs, membres des milices d'extrême-gauche et d'autres groupuscules, qui attaquent systématiquement, violemment et de manière structurée les forces de l'ordre, doit être : identification, poursuite, arrestation et condamnation. »

**Le bureau zonal UNSA Police CRS Paris**

